ASSTRA
ASSOCIATION TUTÉLAIRE RHÔNE-ALPES

RAPPORT D'ACTIVITE

2019

BILAN SOCIAL 2019

INDEX

I. RAPPORT D'ACTIVITE 2019.....6

I.1 Données générales.....7

I.1.1 Évolution du nombre global de mesures.....7

I.1.2 Évolution du nombre de mesure par année et par site.....7

I.1.3 Répartition des mesures par type.....8

I.1.4 Répartition des mesures par tribunal.....8

I.2 L'ouverture de la mesure de protection.....9

I.2.1 Nombre de mesures nouvelles.....9

I.2.3 Répartition des mesures nouvelles par Tribunal.....9

I.2.4 Répartition des mesures nouvelles par type.....10

I.3 La vie de la mesure de protection.....10

I.3.1 Répartition Personnes à domicile / Personnes en établissement.....10

I.3.2 Répartition des Personnes Protégées par sexe.....11

I.3.3 Répartition des Personnes Protégées par âge et par sexe.....11

I.3.4 Répartition des Personnes Protégées par âge et par type de mesure.....12

I.3.5 Répartition des Personnes Protégées par ancienneté de prise en charge.....13

I.3.6 Révision des mesures de protection.....13

I.3.7 Décisions prises suite aux révisions des mesures de protection.....14

I.3.8 Répartition des Personnes Protégées par type de ressources.....14

I.3.9 Répartition de la participation financière mensuelle des Personnes Protégées.....15

I.3.10 Répartition des comptes et placements.....15

I.4 La clôture de la mesure de protection.....17

I.4.1 Nombre de clôtures.....17

I.4.2 Nombre de clôtures par DMJPM.....17

I.4.3 Motif des clôtures.....17

I.5 Indicateurs / Démarche qualité.....18

I.5.1 Taux de réalisation des DIPM.....18

I.5.2 Taux de remise des attestations CRG.....18

I.5.3 Nombre de rencontres des Personnes Protégées.....18

I.5.4 Nombre de suivis enregistrés sur Astel.....19

I.5.5 Participation des Personnes Protégées.....20

I.5.6 Groupes de travail.....20

I.6 Partenariat.....21

I.7 Autres faits marquants en 2019.....21

I.7.1 Réforme de la protection juridique des Majeurs.....22

I.7.2 Changement de direction.....22

I.7.3 Changement de prestataire informatique.....22

I.7.4 Dématérialisation du dossier du salarié.....22

I.7.5 Evolution du service ISTF (Information et Soutien des Tuteurs Familiaux).....23

II. BILAN SOCIAL 2019.....24

II.1 L'emploi.....25

II.1.1 L'effectif total au 31/12.....25

II.1.1.1 L'effectif salarié par catégorie socio-professionnelle....25
II. 1.1.2 L'effectif par âge au 31/12....25
II.1.1.3 L'effectif par ancienneté au 31/12....25
II.1.2 L'effectif moyen....26
II.1.3 L'effectif à temps partiel....26
II.1.4 L'effectif intérimaire (hors CDD)....26
II.1.5 Analyse des flux d'emplois....26
II.1.5.1 Les embauches de salariés de moins de 50 ans à la date d'embauche....26
II.1.5.2 Les embauches de salariés de 50 ans et plus à la date d'embauche....26
II.1.5.3 Les départs de salariés de moins de 55 ans à la date du départ....27
II.1.5.4 Les départs de salariés de 55 ans et plus....27
II.1.5.5 Les Promotions 27
II.1.6 Le personnel en situation de handicap....28
II.1.7 L'absentéisme....28
II.2 Les conditions d'hygiène et de sécurité....28
II.2.1 Les accidents du travail....28
II.2.1.1 Sans arrêt de travail 28
II.2.1.2 Avec arrêt de travail 28
II.2.2 Les accidents de trajet....28
II.2.2.1 Sans arrêt de travail 28
II.2.2.2 Avec arrêt de travail 28
II.3 La formation....29
II.3.1 Financement de la formation....29
II.3.2 Détail par type de formation....29

I. RAPPORT D'ACTIVITE 2019

I.1 Données générales

Année	Grigny	Oullins	Rillieux	Non attribuées au 31/12	Total
2015	359	350	465	25	1199
2016	393	364	469	8	1234
2017	418	363	486	20	1287
2018	414	352	489	26	1281
2019	401	358	479	41	1279

I.1.1 Évolution du nombre global de mesures

Le nombre global de mesures oscille autour de 1280 mesures depuis 3 ans, soit environ +20 mesures par rapport à notre agrément.

I.1.2 Évolution du nombre de mesure par année et par site

Rillieux : + 9 mesures par rapport à 2018
(23 mesures non attribuées au 31/12)

Oullins : + 10 mesures par rapport à 2018
(13 mesures non attribuées au 31/12)

Grigny : - 21 mesures par rapport à 2018
(5 mesures non attribuées au 31/12)

Des nombreuses mesures ont été attribuées sur décembre 2019 ce qui explique la non distribution aux délégués mandataires au 31/12.

I.1.3 Répartition des mesures par type

Année	Cur. aux biens	Cur.	Cur. Simples	Cur. ad'hoc	Mand. spé.	Sub. Cur.	Sub. Tut.	Tut. à pers.	Tut. ad'hoc	Tut. aux biens	Tut.	Total
2015	0,58%	61,30%	3,25%	0,00%	2,34%	0,25%	0,25%	0,08%	0,00%	1,83%	30,11%	100,00%
2016	0,57%	59,97%	3,08%	0,00%	5,35%	0,32%	0,24%	0,08%	0,00%	1,62%	28,77%	100,00%
2017	0,62%	60,61%	2,80%	0,00%	4,82%	0,31%	0,23%	0,08%	0,00%	1,79%	28,75%	100,00%
2018	0,78%	61,83%	2,65%	0,00%	3,43%	0,31%	0,23%	0,08%	0,08%	2,19%	28,42%	100,00%
2019	1,02%	60,99%	2,27%	0,16%	5,08%	0,31%	0,31%	0,08%	0,00%	2,19%	27,60%	100,00%

Une légère augmentation des Mandats spéciaux est à noter. Les autres types de mesure sont stables.

I.1.4 Répartition des mesures par tribunal

Année	Lyon	Villeurbanne	Villefranche	Extérieur	Total
2015	78 %	20 %	1 %	1 %	100 %
2016	81 %	17 %	1 %	1 %	100 %
2017	80 %	18 %	1 %	1 %	100 %
2018	80 %	18 %	1 %	1 %	100 %
2019	81 %	16 %	2 %	1 %	100 %

La répartition des mesures par tribunal reste stable, Lyon demeurant notre principal prescripteur.

I.2 L'OUVERTURE DE LA MESURE DE PROTECTION

I.2.1 Nombre de mesures nouvelles

I.2.2 Nombre de mesures nouvelles par DMJPM

En 2019, l'AssTRA a ouvert en moyenne 12,4 mesures nouvelles par mois contre (11,5 en 2018) malgré notre demande de ne pas désigner l'AssTRA pendant 2 mois.

I.2.3 Répartition des mesures nouvelles par Tribunal

Année	Lyon	Villeurbanne	Autres	Total
2015	95 %	3 %	2 %	100 %
2016	96 %	2 %	2 %	100 %
2017	83 %	15 %	2 %	100 %
2018	94 %	1 %	5 %	100 %
2019	96 %	2 %	2 %	100 %

La dominante lyonnaise demeure.

I.2.4 Répartition des mesures nouvelles par type

Année	Curatelles renforcées	Curatelles simples	Mandats spéciaux	Cur. Ad'hoc	Tutelles	Total
2015	50 %	3 %	24 %	0 %	26 %	100 %
2016	22 %	1 %	65 %	0 %	12 %	100 %
2017	18 %	0 %	67 %	0 %	15 %	100 %
2018	23 %	0 %	60 %	0 %	17 %	100 %
2019	21 %	1 %	64 %	1 %	12 %	100 %

La légère augmentation des mandats spéciaux constatée dans la répartition des mesures se retrouve logiquement dans la cadre des mesures nouvelles.

I.3 La vie de la mesure de protection

I.3.1 Répartition Personnes à domicile / Personnes en établissement

Année	Personnes en établissement	Personnes à domicile	Total
2015	34 %	66 %	100 %
2016	32 %	68 %	100 %
2017	31 %	69 %	100 %
2018	30 %	70 %	100 %
2019	29 %	71 %	100 %

L'augmentation lente constatée des personnes suivies à domicile se confirme.

I.3.2 Répartition des Personnes Protégées par sexe

Année	Femmes	Hommes	Total
2015	48 %	52 %	100 %
2016	47 %	53 %	100 %
2017	47 %	53 %	100 %
2018	48 %	52 %	100 %
2019	47 %	53 %	100 %

La répartition de l'effectif Hommes / Femmes est stable par rapport à l'année précédente.
Elle est proche des données tant nationales que régionales.

I.3.3 Répartition des Personnes Protégées par âge et par sexe

Année	Sexe	18/25	26/35	36/45	46/55	56/65	66/75	75 et +
2015	H	1 %	5 %	7 %	14 %	12 %	7 %	6 %
	F	1 %	2 %	5 %	8 %	9 %	7 %	16 %
	Total	2%	7 %	12 %	22 %	21 %	14 %	22 %
2016	H	2 %	5 %	7 %	15 %	12 %	7 %	5 %
	F	1 %	3 %	5 %	8 %	8 %	7 %	15 %
	Total	3 %	8 %	12 %	23 %	20 %	14 %	20 %
					%	12 %	8 %	6 %
					%	7 %	7 %	15 %
					%	19 %	15 %	21 %
					%	12 %	9 %	6 %
					%	9 %	8 %	15 %
					%	21 %	17 %	21 %
					%	13 %	9 %	6 %
					%	9 %	8 %	15 %
					%	22 %	17 %	21 %

À l'identique des autres années, la répartition des Personnes Protégées par âge et par sexe est stable d'une année sur l'autre.

Les hommes se retrouvent plus dans la tranche 46/65 ans.

Près de la moitié des femmes sous mesure de protection ont plus de 65 ans.

I.3.4 Répartition des Personnes Protégées par âge et par type de mesure

Année	Mesure	18/25	26/35	36/45	46/55	56/65	66/75	75 et +	Total
2015	Tutelles	1%	2%	2%	5%	6%	4%	13%	32%
	Curatelles	2%	6%	9%	16%	14%	8%	7%	62%
	Curatelles simples	0%	0%	0%	1%	1%	1%	0%	3%
	Mandats spéciaux	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	3%
2016	Tutelles	1%	2%	2%	5%	6%	4%	11%	31%
	Curatelles	2%	6%	9%	16%	14%	8%	7%	61%
	Curatelles simples	0%	0%	0%	1%	1%	1%	0%	3%
	Mandats spéciaux	0%	0%	0%	1%	0%	1%	2%	4%
2017	Tutelles	1%	2%	2%	5%	6%	4%	11%	31%
	Curatelles	2%	5%	9%	16%	14%	9%	7%	62%
	Curatelles simples	0%	0%	0%	1%	1%	1%	0%	3%
	Mandats spéciaux	0%	0%	0%	1%	1%	1%	2%	5%
2018	Tutelles	1%	1%	2%	5%	5%	5%	12%	30%
	Curatelles	2%	4%	7%	16%	15%	10%	7%	62%
	Curatelles simples	0%	0%	0%	1%	1%	1%	0%	3%
	Mandats spéciaux	0%	0%	0%	0%	0%	1%	2%	3%
2019	Tutelles	1%	2%	2%	5%	5%	5%	11%	31%
	Curatelles	1%	4%	8%	15%	15%	11%	8%	62%
	Curatelles simples	0%	0%	0%	1%	1%	0%	0%	2%
	Mandats spéciaux	0%	0%	0%	0%	0%	1%	2%	4%

Stabilité par rapport à 2018 : majorité de curatelle entre 46 et 65 ans, quand la tutelle l'emporte après 75 ans.

I.3.5 Répartition des Personnes Protégées par ancienneté de prise en charge

Année	X < 1 an	1<= X < 5 ans	5 <= X < 10 ans	X >= 10 ans	X > 20 ans	Total
2015	10 %	28 %	20 %	27 %	15 %	100 %
2016	11 %	33 %	22 %	25 %	9 %	100 %
2017	13 %	32 %	19 %	26 %	10 %	100 %
2018	10 %	32 %	21 %	24 %	14 %	100 %
2019	10 %	32 %	21 %	24 %	13 %	100 %

Parfaite stabilité dans la répartition des mesures, par ancienneté.

I.3.6 Révision des mesures de protection

Retour à la normal en 2019 après une forte augmei
réalisées dans l'année.

I.3.7 Décisions prises suite aux révisions des mesures de protection

Année	Aggravation	Mainlevée	Allègement	Maintien à l'identique	Total
2015	10 %	3 %	6 %	81 %	100 %

2016	17 %	3 %	6 %	74 %	100 %
2017	13 %	3 %	6 %	78 %	100 %
2018	11 %	5 %	6 %	79 %	100 %
2019	16 %	4 %	4 %	76 %	100 %

Les révisions de mesure réalisées en 2019 conduisent à une augmentation des aggravations de mesure : +5%.

I.3.8 Répartition des Personnes Protégées par type de ressources

Année	Alloc. Adulte Handicapé	Pension d'invalidité	Salaire	Retraite	Total
2015	47 %	3 %	24 %	26 %	100 %
2016	41 %	8 %	16 %	35 %	100 %
2017	41 %	8 %	15 %	36 %	100 %
2018	42 %	8 %	12 %	38 %	100 %
2019	42%	8 %	12 %	38 %	100 %

Comme en 2018, la moitié des Personnes Protégées perçoivent des ressources issues du travail (salaire et

I.3.9 Répartition de la participation financière mensuelle des Personnes Protégées

Année	0 €	0 à 10 €	de 10 à 50 €	de 50 € à 150 €	de 150 € à 300 €	300 € et +	Total
2015	30 %	26 %	31 %	10 %	2 %	1 %	100 %
2016	32 %	25 %	31 %	9 %	2 %	1 %	100 %
2017	33 %	24 %	32 %	8 %	2 %	1 %	100 %
2018	34 %	16 %	32 %	14 %	3 %	1 %	100 %
2019	34 %	13 %	33 %	15 %	4 %	1 %	100 %

Les modifications apportées au barème de calcul au 01/09/2018 impactent de manière significative le montant de la participation, particulièrement les premières tranches de revenus.

La taxation de la 1ère tranche (entre 0 € et l'AAH) induit une augmentation de la participation de toutes les Personnes Protégées payant une participation. A noter qu'une décision du conseil d'Etat a annuler cette disposition, et appelle à prévoir un remboursement.

À l'inverse, le plafonnement de la participation limite l'impact pour les plus gros revenus.

I.3.10 Répartition des comptes et placements

Répartition des comptes de gestion par établissement bancaire en télétransmission

Année	Crédit Coopératif	Caisse d'Epargne RA	Crédit Agricole CE	Banque postale	Crédit Mutuel	Total
2015	96 %	3 %	1 %	1 %	0 %	100 %
2016	89 %	7 %	2 %	2 %	0 %	100 %
2017	82 %	11 %	4 %	4 %	0 %	100 %
2018	76 %	14 %	5 %	4 %	1 %	100 %

2019	71 %	16 %	7 %	5 %	1 %	100 %

Les taux affichés correspondent à ceux du 31 décembre.

Les deux banques les plus adaptées aux personnes protégées sont la Caisse d'Epargne et Crédit Agricole (autorisation de découvert à l'ouverture, cartes de retrait et de paiement sans code, …).

Détail des comptes courants, produits bancaires et placements financiers au 31/12/2019

Libellés			Nb de comptes	Sommes gérées
Comptes courants			2953	14 205 908,59 €
Produits bancaires	*Livrets d'épargne*	Livret A	875	6 306 240,9 €
		LDD (Livret Développement Durable)	331	2 042 036,95 €
		LEP (Livret d'Épargne populaire)	592	3 653 787,81 €
		CSL (Compte Sur Livret)	121	755 403,91 €
		Livret Jeune	13	9 578,01 €
	Épargne logement	PEL (Plan d'Épargne Logement)	80	2 009 687,14 €
		CEL (Compte Épargne Logement)	30	172 214,15 €
		CAT/DAT (Compte et Dépôt à Terme)	16	70 009,49 €
Placements financiers		Assurance Vie	728	32 045 817,84 €
		Contrat Capitalisation	49	4 629 042,98 €
	Valeurs mobilières	PEA (Plan d'Épargne Actions)	53	1 399 033.03 €
		Compte Titres	105	2 545 353,15 €
		Parts Sociales	108	206 511,50 €
		SCPI	1	67 232,64 €
		PEP Bancaire (Plan d'Épargne Populaire)	26	498 369,21 €
		PERP (Plan d'Épargne Populaire Retraite)	26	41 314,37 €
		PEE (Plan Épargne Entreprise)	32	604 678,48 €
TOTAL			**6139**	**71 262 220,22 €**

Afin d'expliciter ces chiffres, voici les axes de travail retenus dans la gestion des comptes et placements des Personnes Protégées :

- Faciliter l'accès au LEP pour toutes les personnes pouvant en bénéficier
- Réorienter les liquidités des comptes sur livret peu rémunérateurs
- Sécuriser les liquidités sur PEA et comptes-titres
- Privilégier les contrats assurances-vie dans le cadre de l'épargne handicap pour les personnes ayant une carte d'invalidité
- Rationaliser l'offre bancaire de chaque personne afin de limiter les frais bancaires qu'elle supporte
- Réflexion poussée autour du CEL, PEL et de l'intérêt à les conserver.

I.4 La clôture de la mesure de protection

I.4.1 Nombre de clôtures

I.4.2 Nombre de clôtures par DMJPM

Ces chiffres correspondent à des moyennes. Ils ne font pas apparaître les disparités entre DMJPM.

I.4.3 Motif des clôtures

Année	Décès	Décharges	Mainlevées	Caducités/non-lieu	Total
2015	64 %	29 %	1 %	6 %	100 %
2016	58 %	29 %	8 %	5 %	100 %
2017	57 %	28 %	10 %	5 %	100 %
2018	52 %	33 %	6 %	10 %	100 %
2019	62 %	26 %	3 %	9 %	100 %

Le nombre de clôture pour décès augmente (+10 %).
Cela peut s'expliquer par le vieillissement de la population suivie. Nous notons, en effet, des ouvertures de mesure pour des personnes de plus de 90 ans.

I.5 Indicateurs / Démarche qualité

I.5.1 Taux de réalisation des DIPM

Année	Nb de DIPM / AVENANTS réalisés	Taux de Personnes Protégées ayant un DIPM	File active
2016	573	**42 %**	1352
2017	662	**45 %**	1422
2018	951	**52 %**	1425
2019	868	**59 %**	1430

La mise en œuvre effective des DIPM date de 2015.

Les chiffres sont en progression constante depuis.

Le nombre de DIPM croit lentement mais sûrement. Il reste néanmoins insuffisant.

I.5.2 Taux de remise des attestations CRG

Année	Nombre d'attestations CRG remises	File active
2016	45 pour 43 personnes (soit 3 %)	1352
2017	448 pour 405 personnes (soit 28 %)	1422
2018	706 attestations pour 593 personnes (soit 42 %)	1425
2019	787 attestations pour 698 personnes (soit 49 %)	1430

L'attestation CRG a été mise en place début 2016. Elle permet de tracer l'information donnée à la Personne Protégée sur la gestion de son dossier.

II.1 I.5.3 Nombre de rencontres des Personnes Protégées

L'AssTRA ne fixe pas les mêmes objectifs selon que les Personnes Protégées sont à domicile ou en établissement. Afin de rendre compte de l'ensemble du travail réalisé, les chiffres prennent en compte la file active de l'année, et non pas seulement les personnes présentes au 31/12.

Les rencontres comprennent les accompagnements extérieurs, les rencontres au bureau et les VAD saisis dans Astel.

Personnes Protégées vivant à domicile : Taux global de rencontres

Personnes Protégées vivant à domicile : Taux de VAD (Visite À Domicile)

Personnes Protégées en établissement : Taux global de rencontres

Personnes Protégées en établissement : Taux de VAD (Visite À Domicile)

I.5.4 Nombre de suivis enregistrés sur Astel

Année	Nombre de suivis enregistrés
2016	9 590
2017	13 136
2018	14 901
2019	16 167

Depuis 2016, les professionnels saisissent sur Astel les données relatives au suivi des Personnes Protégées, ceci permettant une continuité dans leur accompagnement. Cela permet également à l'association de garantir la traçabilité et d'élaborer des statistiques.
Le réflexe est désormais acquis et les suivis sont régulièrement tracés dans Astel.

I.5.5 Participation des Personnes Protégées

En 2019, 7 groupes d'expression ont été organisés, 2 sur Rillieux et Grigny et 3 sur Oullins (une réunion a été dédoublée compte tenu du taux de participation).

A la demande des Personnes Protégées présentes lors des précédentes réunions, nous avons bâti les ordres du jour autour des droits.

Ainsi nous avons commencé en janvier par aborder le droit de vote, le droit de déposer plainte, le droit au respect de la vie privée et la protection du logement, et la liberté des relations personnelles (comprenant le droit au mariage / PACS et le droit au respect de la vie familiale).

Et nous avons poursuivi en juillet avec la santé, sujet si vaste qu'il a occupé à lui seul les trois quarts de la réunion, laissant quand même le temps d'aborder en fin de réunion, compte tenu de la période, la question des vacances et des loisirs.

Ce travail engagé en 2019 a vocation à se poursuivre. Il est en effet un préalable à la mise en œuvre du développement du pouvoir d'agir, axe phare de notre projet de service.

I.5.6 Groupes de travail

La démarche d'amélioration continue de la qualité associe chacun des professionnels de l'AssTRA. Elle s'articule autour de plusieurs groupes de travail, refondus en 2019 : disparition du groupe projet de service (compte tenu de la finalisation du document), création temporaire du groupe arborescence et fusion des groupes ouverture et clôture de la mesure. Ainsi, aujourd'hui :

- 3 groupes de travail sont en charge de l'actualisation des procédures et documents existants relatifs à :
    - L'ouverture et la clôture des mesures (2 réunions),
    - La gestion administrative et budgétaire (2 réunions),
    - La gestion du patrimoine (1 réunion).
- Le groupe « Astel / Novaxel » est en charge de l'actualisation des procédures et documents existants et de la réflexion sur les évolutions des logiciels métiers : 2 réunions en 2019.
- Le groupe « arborescence » des Dossiers Partagés a finalisé la réorganisation des Dossiers Partagés amorcée en 2018 (2 réunions). Il a fusionné ensuite avec le groupe Astel / Novaxel.
- Le groupe « droits des usagers » pilote la démarche autour de la participation des usagers (notamment des groupes d'expression), et travaille sur la formalisation des pratiques et le développement du pouvoir d'agir (4 réunions).
- Le COPIL « gestion des risques » pilote la démarche autour des risques et analyse les fiches de signalement d'évènements indésirables (3 réunions).

A signaler également la poursuite du **comité d'éthique inter associatif** mis en place en 2018 avec l'ATR et SAAJES. Cette question éthique, souvent abordée en équipe en interne, a semblé pour chaque institution mériter une réflexion plus large.
Ce comité éthique vient mettre en avant les éventuels conflits de valeurs, les tensions éthiques qui peuvent exister ainsi que les éléments du cadre réglementaire institutionnel.
En 2019, 2 réunions se sont tenues (préparées en amont par le COPIL du comité d'éthique) en présence notamment de notaire, psychologue, juge, représentant de la métropole et intervenants sociaux des commissariats de police.

I.6 Partenariat

Un effort particulier est mené pour développer le partenariat. Sur 2019, au-delà des rencontres avec des intervenants en complément de notre accompagnement sur les différentes facettes de la vie des Personnes Protégées, nous nous sommes aussi attachés à aller rencontrer des institutions partenaires pour expliquer les contours et les limites de notre action, ne pouvant pas être "l'homme à tout faire du secteur social !".

Ont été aussi reçus des institutionnels : MAIA, ARS, CCAS, pour favoriser l'amélioration et la compréhension des "règlements" de chacun et tenter d'alléger les lourdeurs administratives par la désignation de référents et des prestataires : « SLDS, EM Rénovation ».

Rillieux :	Oullins :	Grigny :
21/01/2019 : Intervention MAIA 29/01/2019 : Rencontre MDMPH 15/04/2019 : SLDS Punaises de lit 15/10/2019 : Rencontre ARS / ALPIL, dispositif incurie 15/10/2019 : Intervention Me Blanchard / Me Debiesse : Mariage / divorce / JAF / garde à vue 04/11/2019 : CLSM, présentation en REH 02/12/2019 : CERA 16/12/2019 : Intervention EM Rénovation (M. Meyer)	29/01/2019 : Rencontre MDMPH 01/04/2019 : SLDS Punaises de lit 08/04/2019 : Intervention MAIA 17/04/2019 : Impôts 15/10/2019 : Rencontre ARS / ALPIL, dispositif incurie 15/10/2019 : Intervention Me Blanchard / Me Debiesse : Mariage / divorce / JAF / garde à vue 09/12/2019 : CERA	14/01/2019 : GVSSL 24/01/2019 : CLSM 29/01/2019 : Rencontre MDMPH 22/03/2019 : GVSSL 01/04/2019 : SLDS Punaises de lit 08/04/2018 : Intervention MAIA 17/04/2019 : Impôts 24/05/2019 : GVSSL 20/09/2019 : GVSSL 15/10/2019 : Rencontre ARS / ALPIL, dispositif incurie 15/10/2019 : Intervention Me Blanchard / Me Debiesse : Mariage / divorce / JAF / garde à vue 26/11/2019 : intervention au CCAS de Grigny

I.7 Autres faits marquants en 2019

Si 2018 a été l'année de la stabilité, 2019 aura été l'année de plusieurs changements et pas des moindres :

I.7.1 Réforme de la protection juridique des Majeurs

Le vote de la Loi dite « Justice » (loi n° 2019-222) du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice vient modifier les rôles des acteurs de la protection juridique des majeurs. En recherche d'un point d'équilibre et de consensus entre la protection et le respect de la personne vulnérable, cette opération de déjudiciarisation aboutit à un surcroît d'autonomie personnelle pour la personne protégée et conduit les services mandataires à jouer un rôle de coordinateur entre les différents acteurs et partenaires présents dans l'environnement de la personne.
Sans compter les responsabilités plus importantes qui pèsent désormais sur les services, et par là même, sur les mandataires suite au désistement des magistrats dans la prise de décision d'actes néanmoins importants.
Il s'agit donc pour l'AssTRA de porter un changement de pratiques professionnelles.

I.7.2 Changement de direction

Après 7 ans d'activité au sein de l'AssTRA, M. Breysse a quitté son poste le 1er Septembre 2019. Le recrutement en interne de la nouvelle directrice a permis un tuilage entre l'ancienne et la nouvelle direction.

I.7.3 Changement de prestataire informatique

Une migration vers un cloud externalisé a été conduite le 1er juillet 2019 (avec des flottements inévitables sur la période transitoire). Le prestataire WIDIP est spécialisé pour les services et établissements médico-sociaux.
Cela permet à chaque professionnel d'avoir un accès sécurisé à son espace personnalisé à partir de tous les sites. Le travail transversal intersites est facilité.
La sécurisation des données est améliorée. Il n'y a plus de data sur les PC et les serveurs locaux.
Les obligations liées au RGDP vont pouvoir plus facilement être mises en œuvre.

I.7.4 Dématérialisation du dossier du salarié

Il a été fait le choix se servir du logiciel de GED utilisé dans le cadre de l'activité PJM pour dématérialiser les dossiers du personnel.
L'ensemble des dossiers du personnel ont été scannés au cours de l'été 2019.
Chaque salarié a aujourd'hui un accès individualisé et sécurisé à son dossier, permettant notamment la mise à disposition des fiches de paie.
Il reste à mettre en place les workflows nécessaires pour faciliter la gestion des dossiers, l'objectif à terme étant de limiter, voire supprimer les impressions.

I.7.5 Evolution du service ISTF (Information et Soutien des Tuteurs Familiaux)

L'action ISTF est conduite conjointement par 4 associations : ATMP69, AssTRA, GRIM, UDAF.
Le financeur (DRJSCS) a accordé une subvention de fonctionnement du 01/12/2017 au 30/11/2018.
Celle-ci a été renouvelée pour 2019.

Afin de redynamiser le service au sein de l'AssTRA, une coordinatrice a été mise en place : Julie CHARRAIRE porte cette mission.

II. BILAN SOCIAL 2019

II.1 L'EMPLOI

II.1.1 L'effectif total au 31/12

II.1.1.1 L'effectif salarié par catégorie socio-professionnelle

CDI		Hommes			Femmes			Hommes et Femmes		
		2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Cadres	Directeur	1	1				1	1	1	1
	Cadres	1	1	1	5	5	5	6	6	6
	Sous-total	2	2	1	5	5	6	7	7	7
Personnel	DMJPM	1	1	1	21	20	20	22	21	21
	Administratifs		1		13	14	15	13	15	15
	Sous-total	1	2	1	34	34	35	35	36	36
Total		**3**	**4**	**2**	**39**	**39**	**41**	**42**	**43**	**43**

CDD		Hommes			Femmes			Hommes et Femmes		
		2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Cadres	Directeur									
	Cadres									
Personnel	DMJPM	1			2	1	2	3	1	2
	Administratifs	1			3	1	3	4	1	3
Total		**2**	**0**	**0**	**5**	**2**	**5**	**7**	**7**	**5**

II. 1.1.2 L'effectif par âge au 31/12

	- 26 ans			26-35 ans			36-45 ans			46-55 ans			+55 ans		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Cadres				1	1	2	4	4	4	1	1	1	1	1	
DMJPM	4	1	4	11	10	6	4	4	8	6	5	3		2	2
Administratifs			4	7	6	5	6	4	4	3	5	4	1	1	1
Total	**4**	**1**	**8**	**19**	**17**	**13**	**14**	**12**	**16**	**10**	**11**	**8**	**2**	**4**	**3**

II.1.1.3 L'effectif par ancienneté au 31/12

	2 ans			2-5 ans			6-10 ans			11-15 ans			16-25 ans			+25 ans		
	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19
Cadres	1	1	1	4	2	3	1	3	2	1	1	1						
DMJPM	7	4	6	9	8	9	6	5	4	3	5	2			2			
Administratifs	10	5	7	3	7	7	3	3	3	1	1	1						
Total	**18**	**10**	**14**	**16**	**17**	**19**	**10**	**11**	**9**	**5**	**7**	**4**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**

II.1.2 L'effectif moyen

Mois	Effectif moyen (CDI + CDD)		
	2017	2018	2019
Janvier	54	49	49
Février	54	49	50
Mars	53	52	49
Avril	51	48	49
Mai	53	48	49
Juin	51	50	53
Juillet	53	51	56
Août	51	50	58
Septembre	52	48	50
Octobre	53	50	48
Novembre	49	49	49
Décembre	51	47	48
Total	**52,08**	**49,25**	**50,66**

L'effectif comprend l'ensemble des contrats, CDI et CDD, y compris les CDD de remplacement.
Il s'agit du nombre de salariés présents, indépendamment de leur temps de travail.
9 CDD sur 2019 pour remplacement congés maternité et maladie.

II.1.3 L'effectif à temps partiel

Au 31/12/2019, 1 seule personne avaient un contrat à temps partiel : une assistante DMJPM à mi-temps à Grigny.

II.1.4 L'effectif intérimaire (hors CDD)

Une agent de saisie / standardiste a été embauchée en intérim en 2019 pour une période de 3 mois sur la période de l'été, un recrutement en CDI étant difficile à finaliser sur la période estivale.

II.1.5 Analyse des flux d'emplois

II.1.5.1 Les embauches de salariés de moins de 50 ans à la date d'embauche

	CDI						CDD						Emplois Aidés					
	Hommes			Femmes			Hommes			Femmes			Hommes			Femmes		
	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19
Cadres				1		1												
DMJPM				2		4	1			5	1	4						
Administratifs				5	1	4				5	5	5						
Total	**0**	**0**	**0**	**8**	**1**	**9**	**1**	**0**	**0**	**10**	**6**	**9**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

II.1.5.2 Les embauches de salariés de 50 ans et plus à la date d'embauche

	CDI						CDD						Emplois Aidés					
	Hommes			Femmes			Hommes			Femmes			Hommes			Femmes		
	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19
Cadres																		
DMJPM																		
Administratifs										1	1							
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

II.1.5.3 Les départs de salariés de moins de 55 ans à la date du départ

CDI	Fin période d'essai			Démission			Licenc. motif ind.			Rupture conv.			Licenc. éco	Retraite	Décès
	17	18	19	17	18	19	17	18	19	17	18	19	16 ->18	16 ->18	16 ->18
Cadres															
DMJPM				3	2	2			1	1	1				
Administratifs	2					3	2			1		1			
Total	**2**	**0**	**0**	**3**	**2**	**5**	**2**	**0**	**1**	**2**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**

CDD	Fin période d'essai			Démission	Licenc. motif indiv.	Fin CDD			Autres (préciser)
	17	18	19	16 ->18	16 ->18	17	18	19	16 ->18
Cadres									
DMJPM	1					3	2		
Administratifs	1					6	7	1	
Total	**2**			**0**	**0**	**9**	**9**	**1**	**0**

II.1.5.4 Les départs de salariés de 55 ans et plus

CDI	Fin période d'essai	Démission			Licenc. motif indiv.	Rupture conv.	Licenc. éco.	Retraite	Décès
	16 ->18	17	18	19	16 ->18	16 ->18	16 ->18	19	16 ->18
Cadres								1	
DMJPM									
Administratifs		1							
Total	**0**	**1**			**0**	**0**	**0**	**1**	**0**

CDD	Fin période d'essai	Démission	Licenc. motif indiv.	Fin CDD			Autres (préciser)
	16 ->18	16 ->18	16 ->18	17	18	19	16 ->18
Cadres							
DMJPM				1			
Administratifs							
Total	**0**	**0**	**0**	**1**			**0**

II.1.5.5 Les Promotions

Une promotion en 2019 : la Responsable de Rillieux et Coordinatrice des sites accède au poste de Directrice.

II.1.6 Le personnel en situation de handicap

	ETP		
	2017	2018	2019
Cadres			
DMJPM			1
Administratifs	1,5	0,5	0,5
Total	1,5	0,5	1,5

Contribution totale due	Achats déductibles	Versements OETH		
		2017	2018	2019
		2147	2015	0

II.1.7 L'absentéisme

	Maladie			Accidents de travail	Maternité			Paternité		
	2017	2018	2019	16 ->18	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Cadres	23	3	0							
DMJPM	177	291	466		399	263	380	0	0	
Administratifs	617	279	491		115	432	0			
Total journées d'absence	**817**	**573**	**957**	**0**	**514**	**695**	**380**	**0**	**0**	**0**

	Maladie Pro	Congés autorisés	Congés Parentaux			EVE FAM / ENF MAL		
	16 ->18	16 ->18	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Cadres						2	3	6
DMJPM			97	212	123	21	18	17
Administratifs			546	181	365	4	13	12
Total journées d'absence	**0**	**0**	**643**	**393**	**488**	**27**	**34**	**35**

II.2 Les conditions d'hygiène et de sécurité

II.2.1 Les accidents du travail

II.2.1.1 Sans arrêt de travail

Aucun accident de travail sans arrêt de travail en 2019.

II.2.1.2 Avec arrêt de travail

Aucun accident de travail avec arrêt de travail en 2019.

II.2.2 Les accidents de trajet

II.2.2.1 Sans arrêt de travail

Un accident de trajet en 2019.

II.2.2.2 Avec arrêt de travail

Aucun accident de trajet avec arrêt de travail en 2019.

II.3 La formation

II.3.1 Financement de la formation

Type de financement	Montant
Plan légal	936 €
Professionnalisation	2 807 €
CIF-CDI	0 €
FPSPP	0 €
CPF	1 449 €
L'obligation conventionnelle mutualisée	4 293 €
L'obligation d'investissement formation	7 973 €
Contribution volontaire	8 680 €
CIF-CDD	632 €
Fonds propres association	3 360 €
Total	**30 130 €**

II.3.2 Détail par type de formation

Type Formation	Nombre d'heures	Nombre de salariés	CSP		
			Cadres	DMJPM	Administratifs
Gestion de l'agressivité	14	43	7	21	15
L'argent : totem ou tabou	10.5	43	7	21	15
Culture managériale	14	7	7		
Le handicap psychique	21	1		1	
Travailler avec les familles et les aidants	14	2		2	
Favoriser la participation et le pouvoir d'agir des personnes accompagnées	14	2	1	1	
Mettre en place une démarche QVT	63	1	1		
Attirer, recruter et fidéliser les nouveaux collaborateurs	28	1	1		
GBF4 Construire le PPI	28	1	1		
Coach professionnel	161	1	1		
SST	14	1			1
SST recyclage	7	1		1	
Bilan de compétence	24	1		1	
CNC	301	3		3	
Tables rondes, colloques	35	6	2	3	1
Total	**1903.5 h**				